



Sommaire :

Vivre pour travailler ou travailler simplement pour vivre ? p.1

Le lycée Mounier doit être reconstruit ! p.3

Mi-juillet : Villeneuve en état de siège... et après ? p.4

Center park : un projet anti-écologique pour les riches p.5

Être rom : Quelle vie ! p.7

FSE : un syndicat de lutte pour changer aussi la société p.9

Ultra sieste du Mont Blanc p.11

Madagascar : quand le déficit de communications plombe tout développement p.12

Calendrier p.16

Journal à prix libre

Le prix libre, c'est : « **Tu paies ce que tu peux, ce que tu veux !** »
L'objectif est de permettre l'accès à tou-te-s à l'information avec un système où chacun participe selon ses moyens, les plus aisé-e-s donnant plus pour que les plus défavorisé-e-s puissent donner moins. Le prix libre c'est le début de la solidarité et de l'autogestion en pratique.

Nous comptons sur votre soutien pour le développement de la presse alternative.

Editorial

Vivre pour travailler ou travailler simplement pour vivre ?

Combien d'ouvriers sont décédés dans l'année qui a suivi leur mise à la retraite, alors qu'ils avaient trimé dès le plus jeune âge ? Aussi, il faut une politique qui n'oblige pas à perdre sa vie à la gagner. Le projet du gouvernement d'augmenter à 62 ans l'âge légal de départ à la retraite est contraire à cet objectif. De plus, il est contraire aux promesses électorales du candidat Sarkozy.

L'augmentation constante de la productivité devrait permettre de travailler moins en gagnant autant, d'avoir plus du temps pour ses loisirs, pour se cultiver, pour la participation citoyenne...

Par ailleurs, augmenter l'âge de la retraite, c'est barrer la route aux jeunes, si nombreux au chômage.

Actuellement la majorité (58,5%) des salariés au moment de leur soixantième anniversaire ne travaillent déjà plus¹. On peut donc penser que l'augmentation de 2 ans de l'âge de la retraite aura surtout comme effet de faire baisser les pensions de retraite. La situation deviendra dramatique lorsque les générations ayant fait de longues études ou ayant connu de longues périodes de chômage non-indemnisées prendront leur retraite.

Une réforme équitable ?

Le gouvernement nous dit qu'il fait sa réforme pour remédier de façon équitable au déficit des caisses. Or, cette réforme prévoit 19 fois plus de recettes provenant des économies demandées aux salariées que celles provenant des prélèvements sur le capital² et 10 fois celles provenant de la réintroduction de charges sociales patronales². Quand on sait que les

Formation-débat

sur

Un revenu inconditionnel d'existence ?

Avec Baptiste Mylondo

Mercredi 13 octobre à 20h

Centre social Chorrier-Berriat, 10 rue Henri Le Chatelier Grenoble



gouvernements successifs ont, depuis des années, réduit considérablement les prélèvements auprès des entreprises (suppression de charges sociales, suppression de la taxe professionnelle, baisse de l'impôt sur les bénéfices des entreprises), sur le patrimoine (baisse des impôts sur les successions), sur les hauts revenus (baisse des hautes tranches de l'impôt sur le revenu, bouclier fiscal), on se dit qu'il se moque de nous. Et c'est cette politique de baisse des prélèvements sur les riches qui provoque les déficits actuels. Alors, que le gouvernement commence par supprimer tous ces cadeaux aux riches !

De plus, en faisant abstraction des impôts, il faut savoir que les dividendes n'ont cessé d'augmenter depuis trois décennies : en effet, de 1982 à 2009, leur part dans le PIB est passé de 3% à 8%³. La possession d'actions étant extrêmement inégalitaire, cette évolution n'a fait qu'augmenter les inégalités. Ces

revenus doivent donc être utilisés pour réduire le déficit des caisses.

Enfin cette réforme ne s'attaque aucunement à l'inégalité que subissent les femmes par rapport aux hommes en matière de retraite : en moyenne leurs retraites représentent 56% de celles des hommes⁴.

L'affaire Bettencourt montre que cette politique de cadeaux faite aux riches est le résultat des lobbies de ces derniers. En dehors de cette affaire, combien existe-t-il de **malversations** ignorées du simple citoyen ? Les corrompus et les corrupteurs, qui sont des acteurs anti-sociaux, doivent être condamnés à de lourdes peines

Un combat européen

La politique de baisse des impôts des riches a été pratiquée au niveau européen. Ce qui provoque aujourd'hui l'endettement des États, dont les gouvernements, qu'ils soient socialistes ou de droite, cherchent à

réduire les déficits, non pas en rétablissant ces impôts, mais en pressurant les peuples. C'est dans ce cadre qu'il faut situer la réforme française des retraites. Mais d'autres peuples comme celui de Grèce subissent des attaques beaucoup plus fortes que celle sur les retraites françaises. Et comme cette réforme serait loin d'éliminer le déficit budgétaire de l'État français, si elle réussissait, il faut s'attendre à d'autres attaques. Stopper cette réforme est donc une priorité.

Les luttes sociales comme garantie

La France a déjà connu trois grandes journées de grève et de manifestations nationales spécifiques à la réforme des retraites (24 juin, 7 et 23 septembre). Le samedi 2 octobre a été également une grande journée de manifestations. À Grenoble, ces défilés ont rassemblé jusqu'à 45 000 personnes², voire plus. En

Isère des actions « coups de poing » ont débuté (péage routier de Crolles, centre de tri de la Poste de Sassenage). De plus, ce mouvement commence à prendre une tournure européenne avec la manifestation européenne du 29 septembre à Bruxelles qui a rassemblé plus de 100 000 personnes et la grève générale espagnole le même jour.

En France, les grèves et les manifestations continuent, le 12 octobre, et des grèves reconductibles commencent : dans les ports, à la RATP, chez Total. Et, contrairement aux dires du gouvernement, la loi est loin d'avoir été adoptée par le Parlement. Nous ne devons pas nous résigner ou attendre une éventuelle victoire électorale du PS en

2012. En effet, il faut se rappeler que le gouvernement de gauche plurielle (PS, PC, Verts) de 1997-2002 n'a aucunement abrogé la loi Balladur sur l'augmentation de l'âge de la retraite dans le privé.

Des retraites dans un monde vivable

Pour les Alternatifs, la protection de l'environnement est une priorité. En effet, à quoi servirait de vivre longtemps si c'était pour vivre dans un monde invivable ? Aussi, il serait dommageable de baser le paiement des retraites sur la croissance qui aurait comme conséquence le dérèglement climatique, la gestion impossible sur des millénaires des dé-

chets nucléaires, la pénurie d'eau potable... Alors, il faut, certes, maintenir les retraites mais par le partage des richesses, par l'instauration d'un revenu maximum.

Sources chiffrées :

¹ L'Humanité

² Dauphiné libéré

³ Le Monde diplomatique

⁴ Observatoire de inégalités, chiffres de 2004

Articles parus dans un numéro précédent sur un sujet voisin :

Retraites : le débat concerne tout le monde! - N° 130 - Juin 2010

Qu'est-ce qui fait bouger les retraités? - N°118 - Avril - 2008

Le lycée Mounier doit être reconstruit !



La nouvelle est tombée quelques semaines après la rentrée au cours du Conseil d'Administration extraordinaire : « le lycée Mounier doit être démoli et fermé en fin d'année

scolaire ». La conseillère régionale PS en charge des lycées venait à cette occasion pour la première fois à Mounier depuis son élection. Ce lycée sans travaux depuis des lus-

tres avait déjà été l'objet d'une alerte au printemps qui avait entraîné la fermeture partielle d'une aile et le transfert de 5 classes dans des algécos.

Cette décision serait motivée par des rapports d'expertise commandés par la Région. J'ai transmis ces rapports à des spécialistes des bâtiments et des sols à l'université. Leur analyse est claire : il y a un gouffre entre les données objectives (fissures sous contrôle qui ne travaillent pas) et les conclusions préconisant la destruction des bâtiments qui ne peuvent être réhabilités. Cependant à aucun moment, les experts ne disent qu'il faut les évacuer.

Alors pourquoi cette décision subite qui n'est pas motivée par des données scientifiques ?

La qualité des enseignements dispensés, la variété des filières qui attirent de nombreux lycéens au-delà du secteur scolaire des quartiers sud ne sont pas en cause. Mounier a même eu des résultats au bac meilleurs que des lycées plus réputés dont certains du centre ville de Grenoble. La question du lycée en trop dans l'agglomération revient fréquemment, mais si cela était vrai,

ce n'est pas un lycée qui aujourd'hui accueille plus de 800 élèves qu'il faudrait fermer, mais plutôt un petit lycée de 400 lycéens comme il en existe à Grenoble. Le rectorat reconnaît que ce n'est pas ce lycée qu'il aurait choisi en premier. Par ailleurs la population de Grenoble augmente et beaucoup de jeunes vont arriver au lycée 10-15 ans après l'emménagement de jeunes couples dans de nouveaux quartiers comme Vigny-Musset.

Alors quelle peut être la motivation réelle de cette décision ? S'agit-il d'une économie substantielle de la Région avant de boucler son budget ? En effet la réhabilitation de Mounier était inscrite en deux tranches de 20 millions d'euros. Avec 40 millions d'euros, la Région reconnaît que l'on peut construire un lycée neuf. Mais le silence de la droite sur cette question malgré la large mobilisation qu'elle entraîne peut laisser penser à une opération immobilière sur ce terrain idéalement placé à 3 stations de tram du centre ville. Si tel était le cas, le PS

se tirerait vraiment une balle dans le pied pour les prochaines échéances électorales à venir. Pourtant cela est à craindre avec un adjoint à l'urbanisme à Grenoble ancien agent immobilier et les sous-entendus du maire qui a laissé échappé sur France Inter : « *Mounier pourra être reconstruit.. éventuellement.* » Où sont passés les projets du maire de lycée scientifique Charpak et d'internat d'excellence ?

Gilles Kuntz

Conseiller municipal de Grenoble

Membre du conseil

d'administration du lycée Mounier

Articles parus dans un numéro précédent sur un sujet voisin :

Pour une éducation alternative - N°127 – Décembre 2009

La révolte des parents d'une école de St-Egrève - N° 126 – Octobre 2009

L'école face à la main invisible du marché - N°124 – Mai 2009

Les conséquences du processus de Bologne - N°124 – Mai 2009

Mi-juillet : Villeneuve en état de siège... et après ?

Rappel : suite à la mort d'un jeune du quartier de l'Arlequin, Karim Boudouda, foudroyé en pleine tête par le tir d'un policier à quelques mètres de sa montée, et suite à la colère incontrôlable d'une soixantaine de jeunes, les habitants de ce quartier déjà terriblement stigmatisé depuis des années ont dû subir plusieurs nuits consécutives un véritable état de siège, avec hélicoptères « balayant » et illuminant façades et appartements, barrages, contrôles, fouilles... Avec des perquisitions violentes au sein de plusieurs familles toutes d'origine maghrébine, cassant téléviseurs, meubles, proférant propos humiliants et menaçants... Le tout couronné par la décision de la Préfecture de punir

toute la population de la Villeneuve en supprimant purement et simplement la circulation du tramway entre Grand Place et la Place de Verdun tout un mois durant.

Voici le texte d'une déclaration de 80 habitants de la Villeneuve qui, au-delà de la dénonciation de cette véritable punition collective, essaie d'identifier les causes d'une situation effectivement très difficile et leur volonté de s'impliquer pour que Villeneuve ne devienne pas un « rêve brisé »... C'est vrai que la population de la Villeneuve s'est paupérisée au fil des années – produit d'une crise sociale et économique globale, mais aussi d'une politique municipale qui a manqué de volonté pour juguler une véritable

inflation du coût des loyers au centre ville - , c'est vrai qu'au moins la moitié des jeunes de la Villeneuve sont au chômage et sans espoir d'insertion réelle, c'est vrai qu'une soixantaine de jeunes – donc une infime minorité – se sont enfoncés dans l'économie parallèle et pourrissent par ailleurs, par leur comportement, la vie du quartier, c'est vrai que des habitants cherchent à fuir la Villeneuve ou à tout le moins à placer leurs enfants dans d'autres établissements scolaires, mais il est tout aussi vrai que subsiste une vie associative encore diverse et vivante, qu'il y a encore une volonté collective de s'en sortir et de ne pas céder au désespoir...

Jo Briant et Bernard Macret

Nous, habitants de la Villeneuve, nous disons, nous crions : NON, la Villeneuve n'est pas un bastion du grand banditisme, STOP à l'état de siège et à la punition collective qui nous sont imposés depuis la mi-juillet !

Nous, habitants de la Villeneuve, nous sommes en colère : NON, notre quartier n'est pas le bastion du grand banditisme ! STOP à l'état de siège et à l'omniprésence des forces policières BAC, CRS, GIPN... sur-armées et arrogantes, même si ce dispositif hyper-sécuritaire a été allégé ! ARRÊT IMMEDIAT de cette véritable punition collective, avec notamment les contrôles, les fouilles, les exactions qui continuent. Le tramway a été suspendu un mois durant sur l'ordre de la Préfecture et ce de 19H à 7H du matin ! Nous refusons de toutes nos forces que la Villeneuve soit prise comme laboratoire de la politique sécuritaire, raciste, anti immigrés du

président Sarkozy et de son gouvernement. En outre nous sommes ulcérés par cette stigmatisation à caractère national qui ne fait qu'enfoncer toute une population dans une image de plus en plus négative.

Nous VOULONS VIVRE NORMALEMENT, enfants, jeunes, femmes, hommes, de toutes origines, de toutes cultures. L'Arlequin, c'est la CITÉ DE TOUTES LES COULEURS ! Ce qui passe par le retrait immédiat de ces « Robocops » qui cherchent à nous terroriser, par la mise en place d'une véritable police de proximité désormais totalement absente sur notre quartier. Mais surtout par une véritable politique sociale en direction

de l'enfance, de la jeunesse, de la famille et de l'emploi (50% de jeunes au chômage, c'est absolument insupportable).

Nous voulons décider en TOUTE LIBERTÉ de notre vie de quartier, discuter en toute tranquillité de ce qui ne va pas, sans accepter certains comportements effectivement inacceptables, sans nous cacher les problèmes qui sont réels, mais aussi de ce qui va bien, du marché, du centre de santé, de la vie associative, des solutions à imaginer...Il y a tant à faire !

VIVE LA VILLENEUVE ! Lundi 23 août 2010.

Ce texte a été signé par 81 personnes habitant la Villeneuve :

ABRIAL Alain- ALEGRIA Marcos- ALEGRIA Susana- ATTAR Zahia- BARNOUIN Paul- BARRAT Eliane- BASSEZ Thérèse- BEL JAH ABBA Mustapha- BEN DHIA Oussama- BEN REDJEH Hosni- BERANGER André- BERTHET Geneviève- BETSCHEEN Marc- BOUSSARD Claire- BRIANT Jo- BRUN Catherine- BURLAT Gérard- BURLAT Françoise- CHALAYE Christine- COLOMBANI Geneviève- COUFIN Janine- CREPY Lise- CROCHET Philippe- DARRIGADE Kamel- DE DRIDI Oujdane- DESTANNE DE BERNIS Marcelle- FAURE Jacques- FLACHER Marie-Andrée- GASTOUD-LAFOSSAS Bernadette- GENET Yves- GONDOL Pierre- GUILLENDHOU Pierrette- GUY Claire- GUYOT Françoise- GUYOT Gérard- HANFF Florence- HEYSCH Joseph- KHADRAOUI Soraya- JONOT Geneviève- KUNTZ Gilles- LAAOUAD Khedidja- LABATHE Sylvie- LAFOSSAS Guy- - LAURENT Carmen- LAVASTRE Willy- LE GOUGUEC Christiane- LEIDER Lise- LIEN Claude- LLORET Marie Thérèse- LOUCHE PELISSIER Monique- LOUSTAUD Annie- MACKIEWICZ Stan- MACRET Bernard- MAHER Miled- MAILLARD Anne- MANACH Alain- MARTIN-BORRET Catherine- MEBARKI Fadila- MENGILLE Paule- MINAULT Alain- MINISRI Kamel- MOKHBI Magda- MOSSUZ André- MOSSUZ Monique- MOUMMI Ahmed- MTAR Chaouki- OLLIER Monique- PAILLET Michel- PALUSSIÈRE Viviane- PITIOT Jacques- POT Chantal- RABY Madeleine- ROBIN Madeleine- ROBINET Bertrand- SABRI Hakim- SAIAH Boualem- SAILLARD Michel- SAINT SERNIN Claire- TONDEUR Rosy- VASQUEZ Pedro- VEYRAT Chantal

Center park : un projet anti-écologique pour les riches

Depuis plusieurs années, le Président du Conseil général de l'Isère, André Vallini, socialiste, veut construire au milieu d'une zone forestière protégée un centre de vacances pour classes moyennes et cadres supérieurs, capables de dépenser 500 à 1 000 euros pour passer 3 jours dans un "cottage" pour 4 personnes et autant pour s'adonner à des loisirs onéreux . Pour en savoir plus, « Gauche alternative » donne la parole à Bruno Lartigue-masse, qui est membre de l'association « Pour Chambaran Sans Center Parks » (PCSCP).

Les Alternatifs - Peux-tu nous décrire le projet « Center Parcs » ?

Bruno - Le projet Center Parcs à Roybon, c'est la création brutale d'une ville de 5 000 habitants, dans une opération de spéculation immobilière dévastatrice, qui va s'accaparer un peu plus de 200 ha du Bois des Avenières qui fait partie de la forêt des Chambarans. Il prévoit la construction sur 310 000 m² de 1 000 cottages et d'équipements de loisirs payants qui sont censés héberger chaque semaine 5 000 touristes, et ce toute l'année, grâce à la construction d'un « aqua mondo ». Cet édifice est un énorme dôme de 3000 m² complètement fermé, chauffé à 29°, 365 jours par an, comprenant une énorme piscine et de nombreux jeux d'eau et autres spas le tout au milieu d'une forêt tropicale reconstituée. Si ce projet aboutissait, le Bois des Avenières serait donc en totalité privatisé et le domaine de la forêt libre de Chambaran réduit.

Ce projet marque aussi l'entrée du tourisme dans les Chambaran. L'historique des Center Parcs existants montre qu'un an après leur création d'autres constructions apparaissent : des golfs par exemple... et les villages entourant ces centres ont vocation à devenir des « zoos humains » où on demande aux villageois de jouer au campagnard pour que le touriste puisse admirer les ruraux.

En quoi le projet est-il anti-écologique ?

Tout d'abord 200 ha de nature sauvage de faune et de flore seront détruits irrémédiablement. La zone de construction est une zone humide, qui sera d'une façon notable asséchée. Or, il est reconnu mondialement qu'il faut protéger de telles zones car c'est là que la biodiversité est la plus riche. Par ailleurs, ce projet va faire venir chaque semaine 5 000 personnes dans des voitures qui inonderont les routes de la région. Ce projet va certainement aussi augmenter le trafic de l'aéroport Grenoble-St-Geoirs, les Center Parcs n'attirant pas qu'un tourisme de proximité et la Suisse, l'Italie et en fait toute l'Europe sont visées

(66% de la clientèle des Centers Parks vient de toute l'Europe). L'eau y sera outrageusement gaspillée et les déchets inutiles y seront légion. Des plantes du monde entier sont volées à de lointains territoires, transportées en convois de véhicules 38 tonnes et replantés dans une zone non naturellement hospitalière pour elles. Enfin pour chauffer le dôme, on va brûler 40 hectares de forêt par an. La nature qu'ils vendent est fortement dénaturée, modelée, gérée pour un confort pour citadins, aseptisée et l'esprit de la société marchande y est lourdement présent et destructeur.

Le projet va-t-il créer des emplois ?

Comme le lieu du projet est considéré comme une zone rurale à revitaliser, la création de 600 emplois annoncée, mais non prouvée, est parfois bien vue. Mais nombre de ces emplois seront des emplois à temps très partiel et en réalité ils ne représenteraient que 400 équivalant 35 heures. Les postes proposés aux riverains sont sans aucune qualification et sous payés. L'expérience des autres Center Parcs montre que les salariés restent peu de temps : de 3 mois à 1 an. Ensuite ils partent, tellement les conditions sont intenable. Le dernier Center Parc ouvert en juin avait déjà connu 30% de démissions début septembre!

Qui va financer ce projet ?

La méthode de la société « Pierre et Vacances », propriétaire des Center Parcs, est de mettre en concurrence deux Conseils généraux voisins en matière de subventions et de capacité à faire taire toute opposition avant de faire son choix d'implantation. Dans la région c'est l'Isère et la Drôme qui furent sollicitées. Comme le Président du Conseil de général de l'Isère, André Vallini a promis 15 millions d'euros de subventions et qu'une opposition au projet se faisait jour dans la Drôme, c'est l'Isère qui a été choisie. De son côté, le Conseil Régional Rhône-Alpes donne 7 millions d'euros et la communauté de communes de Roybon par les travaux structurels qu'elle devra assurer dépensera vraisemblablement autour de 15

millions d'euros. Par ailleurs, « Pierre et Vacances » achète le terrain au prix des terres agricoles, soit 0,30 € le m². Avant que les problèmes de papiers soient réglés, cette société a déjà lancé un appel à des investisseurs pour acheter ces 1 000 cottages. Ces derniers étant exonérés de la TVA et bénéficiant de réductions d'impôts importantes (25% en moyenne) leur vente constituera un manque à gagner de 100 millions d'euros pour l'État.

Quelles sont les résistances à ce projet ?

Elles sont multiples. Au début de l'évocation de ce projet, en décembre 2007, les oppositions ne provenaient que d'une poignée de citoyens isolés. Mais les résistances sont allées crescendo. L'opposition est venue des amoureux de nature sauvage, de ramasseurs de champignons, de personnes refusant la privatisation d'un territoire de plus et sa « touristification » ou de personnes ayant choisi cette région pour sa tranquillité et sa sérénité. Puis, les environnementalistes sont entrés dans la bataille. Il a été alors appelé par voie d'affiche à une promenade, qui a rassemblé environ 80 personnes. C'est à cette occasion que l'opposition au projet s'est structurée. Le comité ainsi constitué a édité des tracts, organisé des discussions. De là est née l'association « Pour Chambaran Sans Center Parcs » (PCSCP) qui réunit aujourd'hui 300 adhérents. PCSCP a décidé de contester en justice le permis de construire ainsi que la modification du plan local d'urbanisme qui a permis à Center Parcs de tenter de s'installer. Aujourd'hui en voyant l'importante augmentation de leur facture d'eau, et les emprunts contractés par la commune de Roybon, les gens du coin commencent à comprendre qu'ils vont devoir aussi, par le biais des impôts, payer beaucoup, et ce en faveur d'une très riche société privée, pour quelques emplois de misère et non pérennes.

Au sein du Conseil général qui soutient ce projet ? Qui le combat ?

Le PS, l'UMP, le MoDem le soutiennent. Le PC soutient le projet

mais a refusé de voter les subventions. Les Verts et le Parti de Gauche ont refusé le projet et les subventions et soutiennent l'association. Le FN s'est abstenu.

Où en est le projet aujourd'hui ?

« Pierre et Vacances » et le Conseil général sont très gênés par l'opposition grandissante et de plus en plus soutenue à ce projet. Monsieur Vallini a d'ailleurs récemment, par voie de presse, appelé ses troupes à se mettre en avant, et violemment critiqué les opposants. Par ailleurs cette opposition, et même aussi la Préfecture, ont mis en lumière une

étude bâclée, et aujourd'hui la société est amenée à revoir son dossier. Ensuite, « Pierre et Vacances » en occupant une zone humide doit, selon la loi, créer, en compensation, une zone humide double dans un autre lieu de la région. Mais il ne trouve aucune terre à acheter pour ce faire. L'association est entrée dans une bataille juridique. Tous ces soucis freinent l'ardeur du promoteur du projet qui semble aujourd'hui être en position d'attente. Il attend notamment que l'opposition se calme ou soit maîtrisée. Mais nous sommes d'une grande

vigilance et ne relâchons pas notre pression.

Et nous organisons par exemple, le 10 octobre, pour la troisième fois, une promenade festive et militante sur le site menacé et donnons rendez vous ce jour-là à 10 heures devant l'office du tourisme de Roybon à tous les amoureux de nature libres et à tous les ennemis du bétonnage et de la privatisation des territoires.

Note :

Depuis l'interview, le Tribunal administratif a annulé le permis de construire du Center park.

Être rom : Quelle vie !

Fidèle à sa politique qui consiste à frapper les couches de la population les plus démunies Nicolas Sarkozy tente de se refaire une santé politique en s'attaquant aux Roms. Pour bien comprendre la réalité de cette population, « Gauche alternative » donne la parole à Mme SA qui a beaucoup fait pour l'aider.



Les Alternatifs - Y a-t-il eu des expulsions de Roms en Isère ? Si oui comment se sont-elles déroulées ?

SA – Oui, il y a eu des expulsions en Isère. A Voiron, le 15 septembre, la police s'est présentée sur le camp où s'étaient repliées les familles après leur première expulsion de la maison d'EDF le 12 août. La police

a embarqué toutes les personnes qui avaient reçu une APRF. Ainsi, un papa est seul avec son fils, alors que la maman est expulsée en Roumanie, avec deux autres enfants ! Les autres personnes qui étaient avec eux aussi.

La première expulsion du bâtiment EDF s'est déroulée dans la plus

grande illégalité : aucun constat d'huissier, aucun ordre d'expulsion écrit avec un délai imparti. De plus, la police leur a volé à ces familles les seuls biens qu'elles possédaient : matelas, de quoi cuisiner... : elle a embarqué leurs biens personnels dans une camionnette !



Que dirait-on si un Rom rentrait chez vous et volait votre matelas?

La police de l'État français s'autorise à voler les seuls biens d'humains sans défense.

Y a-t-il assez de lieux réservés au stationnement de Roms dans l'Isère ?

Les Roms ne sont pas des gens du voyage, ils sont sédentaires dans toute l'Europe. Ce peuple qu'on appelle Rom est celui qui parle la langue romani.

Pourquoi alors le gouvernement parle-t-il de campement de Roms ?

Dans ces campements, il n'y a pas que des Roms, il y a aussi des Roumains qui ne sont pas roms. Les habitants de ces camps sont parmi ceux qui mouraient de faim en Roumanie et sont, pour cette raison, partis dans un autre pays d'Europe comme la France. Ils sont dans une pauvreté extrême. Étant donné la discrimination qui existe en France auprès des Roumains, les services sociaux ne les logent pas, n'appliquent pas les mesures en faveur de la protection de l'enfance. Aussi, quand un père de famille est dans une telle situation, il prend une tente

ou une caravane, il construit avec des cartons et des morceaux de bois un toit sur la tête de ses enfants et de sa femme. L'établissement de ces campements est un moyen de survie pour éviter la mort.

Pensez-vous que l'expulsion des Roms est, comme le prétend notre gouvernement, volontaire ?

Ce n'est pas volontaire. Ils n'ont nulle envie de retourner mourir de faim. Quel choix ont-ils? Se faire expulser sans un sou, ou repartir avec « l'aide au retour » : 300 € par adulte, 100 € par enfant. De toutes les façons, après, ils ne resteront pas en Roumanie. S'ils ne reviennent pas en France ils iront dans un autre pays européen.

Ces expulsions de Roms sont-elles nouvelles ?

Cela fait des années que les Roms sont expulsés des terrains qu'ils occupent illégalement. Ils passent ainsi d'un terrain à un autre terrain et ainsi de suite. C'est un jeu de cache-cache. Il faudrait prendre le problème à bras le corps et appliquer les lois sociales à tous de manière égale (déclaration universelle des droits de l'homme).

Les municipalités, quelles que soient leurs tendances politiques, et le Conseil général de l'Isère sont dans l'illégalité et la discrimination en n'appliquant pas la protection de l'enfant pour ce peuple. Si les familles étaient toutes dans des logements, comment l'Etat xénophobe pourrait-il les chasser? Il y a urgence à réagir !

En quoi ces expulsions sont-elles une atteinte aux Droits de l'Homme ?

Quand la police se pointe dans un camp de Roms pour les emmener au poste, elle demande de voir le chef afin qu'il recueille l'ensemble des cartes d'identité des personnes qui y résident. Ce qui est illégal. Et quand il y a un chef, c'est une personne autoproclamée qui sème la terreur auprès des autres. Voudriez-vous confier votre carte d'identité au voisin du 3° parce qu'il s'autoproclame chef de votre immeuble, pour qu'elle aille au poste de police avec? L'article 1^{er} de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme précise que tous les hommes naissent libres et égaux et doivent vivre fraternellement. Je ne vois ni égalité ni

liberté ni fraternité dans le traitement infligé aux Roumains.

L'article qui condamne l'immixtion dans la vie privée est également bafoué quand la police leur vole leurs seuls biens, les écrase au bulldozer ou quand elle passe, au minimum une fois par semaine, dans les camps pour les menacer d'expulsion.

Les expulsions s'opposent à l'article 13, au sujet de la libre circulation et installation. Ils sont victimes de discrimination en ce qui concerne le travail, puisqu'on oblige les patrons qui veulent embaucher un étranger à payer une taxe de plus de 800 euros pour un CDI ; par ailleurs, on les oblige à ne travailler que dans certains secteurs.

L'article qui précise que « les États s'engagent à fournir un niveau de vie suffisant en matière d'alimentation, de vêtement et de logement » est bafoué à leur égard.

Parlez-moi des prises de position d'organisations internationales en ce qui concerne ces expulsions ?

Contre ces expulsions il y a eu la pétition d'Avaaz qui a tourné dans le monde entier. La Commission Européenne et l'ONU ont condamné ces expulsions. Mais le gouvernement français, tout comme les dictateurs africains, s'en moque. Peut-être faudrait-il des sanctions économiques ? Il n'y a pas qu'en Chine ou en Iran qu'il y a des atteintes aux Droits de l'Homme ! Les condamnations morales, selon moi, ne sont pas suffisantes. Il faudrait aussi condamner pénalement les dirigeants et les États qui s'adonnent à ce genre de politique qui bafoue les droits de l'homme.

Avec quel argent vivent les Roms ?

Beaucoup d'entre eux vivent avec rien. Les familles, en tant que telles, auraient la possibilité d'être aidées par le Conseil général dans le cadre de la protection de l'enfant. Certains reçoivent le secours d'urgence, dont le montant est fixé « à la tête du client » : une famille de 1 enfant peut recevoir 300 euros, une autre

de 3 enfants 280 euros, alors qu'elles sont toutes les deux sans aucune ressource.

La famille que j'ai soutenue récupérait tout ce qu'elle pouvait dans les poubelles. Elle essayait de réparer, notamment les appareils électroménagers, pour les marchés aux puces. Ce qui ne pouvait être réparé elle le triait pour en vendre la matière première. Certains achetaient des voitures à la casse ou à des particuliers pour les réparer et les revendre ensuite 100 ou 200 € de plus. J'ai vu les papiers de cessions de véhicules, les cartes grises, tout était en règle.

En revanche, je n'ai jamais vu de Roumains réussir à travailler au noir.

Articles parus dans un numéro précédent sur un sujet voisin :

Sans-papiers : une main d'œuvre à bon compte... mais qui relève la tête - N°124 – Mai 2009

FSE : un syndicat de lutte pour changer aussi la société



La FSE (Fédération Syndicale Etudiante) que les Alternatifs retrouvent souvent dans les luttes a, en personne d'Étienne Ciapin, d'Alexis Bouvier et de Paul bien voulu nous expliquer leurs actions.

Les Alternatifs - Pourquoi la FSE mobilise-t-elle les étudiants contre la réforme des retraites ?

Étienne – Les étudiants sont d'origines sociales variées. Certains viennent des couches les plus populaires et d'autres, des classes les plus aisées. Mais la plupart d'entre eux se destinant au salariat, la réforme des retraites les concerne. Et ce d'autant plus que la moitié d'entre eux sont déjà sur le marché du travail. Ces étudiants-là ont donc les mêmes intérêts de classe que les salariés. Ils cotisent donc déjà, sauf ceux qui travaillent au noir.

Par ailleurs, à la FSE, nous ne nous contentons pas de porter des revendications purement estudiantines. Nous avons une critique générale portant sur le système d'aujourd'hui, et nous avons une vision de l'université complètement imbriquée dans le mode de production capitaliste et dans le reste de la société.

Quel écho rencontrez-vous dans votre campagne contre la réforme des retraites ?

Étienne – À la manifestation du 23 septembre, il y avait un peu plus d'une centaine d'étudiants, mais essentiellement des militants ou des sympathisants que nous connaissons déjà. Le travail de mobilisation est donc encore à ses balbutiements, et même si la majorité des étudiants à qui nous diffusons notre matériel sont attentifs à la question des retraites, il nous reste à les convaincre pour agir, aller manifester par exemple, ce qui sera d'autant plus facile que les mots d'ordre et les revendications sont claires. C'est pour cela que nous tenons au retrait de la réforme, et à la perspective de la grève générale.

Pouvez-vous nous parler de la précarité des étudiants tant au sujet des revenus que du logement ?

Étienne – Nous mesurons la précarité chez les étudiants au travers du taux de salariat. Il faut savoir que les bourses et l'aide des parents

ne suffisent pas aux étudiants pour vivre. Selon l'enquête de l'Observatoire de la Vie Etudiante (OVE) de 2006, la somme moyenne mensuelle que reçoit un étudiant de licence à la fois du CROUS et de sa famille n'est que de 318 €, sans oublier le fait qu'il y a de grandes disparités. Selon l'OVE, 20% des étudiants ont un boulot qui leur prend plus de temps que leurs études et 30% autres ont un emploi légèrement en-deçà du mi-temps, par exemple dans la restauration. La plupart des étudiants qui sont en situation de précarité décrochent. Ce qui explique pourquoi au niveau des masters, il y a moins d'étudiants précaires.

Au sujet du logement, seulement 13% des étudiants sont logés en cité universitaire. Compte tenu des prix des loyers, un certain nombre d'étudiants sont obligés de vivre en colocation : 17%. Certes, on peut considérer cette forme de logement sous un angle idéaliste, « auberge espagnole », mais de l'autre, il faut voir aussi que, par exemple, pendant qu'untel tape son rapport, « machin » peut rentrer en étant crevé du boulot et s'engueuler. Vivre en colocation n'est pas un facteur de réussite.

Alexis – Les étudiants étrangers, sauf ceux qui sont fils de ministres, connaissent la précarité car ils ne sont pas aidés. On les loge dans les cités universitaires les plus délabrées. Il y a de l'aide alimentaire qui est distribuée sur le campus, les gens y vont en masse. Il y a aussi des étudiants qui, faute de logement, vivent dehors sur le campus.

Étienne – Au sujet des étudiants étrangers il faut distinguer ceux qui viennent de l'espace européen de ceux qui proviennent des anciennes colonies françaises. Les premiers ont une situation sociale proche de celle des étudiants français.

Pouvez-vous nous parler de votre action sur les restaurants universitaires de l'an passé ?

Paul – Nous l'avons menée au sein d'un collectif nommé « CROUS en lutte 38 » qui regroupait à la fois des syndicats étudiants et le syndicat CGT des personnels. On voulait lutter contre la privatisation progressive du CROUS que prévoyait le plan Lambert. Ce qui menaçait le statut des salariés et ouvrait la porte à l'augmentation des loyers des cités universitaires. Nous avons organisé des opérations « RU* gratuit » qui consistent à prendre son repas gratuitement. Vu que l'on avait le soutien du syndicat CGT, il n'y eut pas trop de clash avec le personnel. Nous avons aussi, par le biais de distribution de tracts, incité à la grève des loyers.

Alexis – Dans cet objectif, nous avons essayé de mettre en place des assemblées de résidents, qui ont partiellement fonctionné.

Étienne – Nous comptons cette année prolonger les actions entamées l'an passé

Y a-t-il d'autres thèmes sur lesquels vous essayez de mobiliser les étudiants ?

Alexis – Nous avons aussi des thèmes plus spécifiques. Notamment à l'IEP[□] nous dénonçons le caractère autoritaire du Président, Olivier Ihl.

Étienne – Nous dénonçons aussi à l'IEP, l'introduction des puces dans les cartes étudiantes. C'est un véritable fichage. Par l'emprunt des livres que nous faisons à la bibliothèque, on saura ainsi la liste des livres que l'étudiant aura empruntés. Par ailleurs, l'anti-patriarcat et le féminisme sont des thèmes qui nous concernent. Nous nous sommes mobilisés contre un rassemblement anti-IVG de « SOS tout petit ». Nous travaillons aussi sur l'antiracisme, l'anticolonialisme et l'internationalisme. Par exemple, nous étions présents à la manifestation du 4 septembre contre la xénophobie d'État.

* Restaurant universitaire

□ Institut d'Etudes Politiques

Nous avons donc énormément d'axes d'action. Nous avons des commissions qui réfléchissent. Cependant, nous avons conscience que c'est le rapport de force entre le capital et le salariat qui est essentiel.

Qu'est-ce que donne en réalité la réforme Pécresse ?

Alexis – Les filières de psychologie et de sociologie, qui ne sont pas de grand intérêt pour les capitalistes, manquent de moyens, rien que pour faire des photocopies.

Étienne – Le bureau virtuel, qui était jusqu'à présent financé par la Région ne l'est plus. Alors qu'il permettait aux étudiants d'avoir des informations, il a fermé.

Une bonne part des emplois d'ATER (Attachés Temporaires d'Education et de Recherche) qui

sont des postes précaires mais permettent d'avoir un premier pied dans l'étrier pour les doctorants sont supprimés.

Tous les bâtiments qui sont en train d'être reconstruits le sont dans l'optique qu'ils puissent être sous tutelle d'une entreprise.

Enfin, comme les Présidents d'université ont beaucoup plus de pouvoir qu'avant, les choses se font dans le dos, il est beaucoup plus difficile pour nous, syndicalistes d'avoir les informations.

Quels sont vos autres modes d'action ?

Étienne – Un de nos objectifs est le déroulement d'assemblées générales dans les mouvements auxquels nous participons. Nous recherchons l'autogestion des luttes. Nous pen-

sons que l'action passe par l'information. C'est pourquoi, nous sommes très présents sur le terrain, que nous collons beaucoup d'affiches et que nous essayons de renseigner les personnes pour régler des problèmes plus personnels. Enfin nous pensons que ce n'est pas par la négociation que l'on obtient des résultats mais par l'établissement d'un rapport de force en notre faveur.

Articles parus dans un numéro précédent sur un sujet voisin :

La mobilisation à l'université - N°123 – Mars 2009

Opération Campus : « Grenoble Université de l'innovation » - N° 120 – Octobre 2008

Les sans-papiers étudiants, ça existe, on les a rencontrés - N° 119 – Mai 2008

Ultra sieste du Mont Blanc

Chaque année, fin août, L'ULTRA-TRAIL DU MONT-BLANC : une course à pied difficile en pleine montagne. Certains pensent que tout cela n'aide pas à faire mieux marcher le monde !

Cette course de l'extrême est présentée comme la découverte respectueuse du milieu montagnard, une aventure humaine et humaniste, inspirant courage et fraternité. Elle porte cependant en elle-même l'idéologie de la domination des autres et de son environnement. Elle est l'expression de la compétition à laquelle se livre la société actuelle pour l'acquisition et la possession de toujours plus de biens matériels trop souvent superflus. **Elle permet d'occulter et d'oublier les effets destructeurs de notre société de consommation**, en nous disculpant par quelques actions environnementales et humanitaires dérisoires. Cette logique engendre malheureusement exclusion, pauvreté, violence, conflits... Elle ne peut s'appliquer qu'au détriment d'une majorité de laissés-pour-compte et au prix du ravage de la planète.

Les valeurs de l'Ultra-trail vont donc à l'encontre de l'esprit qui pourrait résoudre les problèmes so-

ciétaux et environnementaux de notre époque. Il faut changer de vision du monde pour l'épanouissement et le bonheur de tous sans exception.

Il est temps d'avancer sur un rythme autre que celui de la course au toujours plus. Face à l'Ultra-trail, nous avons participé tous à l'Ultra-Sieste.

Arrêter la course c'est...

- se respecter dans ses limites
- respecter l'autre dans ses différences,
- rejeter l'élitisme de la compétition,
- réduire l'individualisme au profit de la solidarité et la convivialité,
- promouvoir des activités non marchandes accessibles au plus grand nombre,
- se libérer de l'intoxication de la publicité,
- s'opposer à la mainmise des sponsors sur nos activités,
- refuser le bénévolat dans les projets à finalités mercantiles,
- cesser de se donner bonne conscience en distribuant aux plus défavorisés les miettes de notre prospérité insolente,
- avoir le temps et le loisir de regarder, écouter, sentir, goûter et ain-

si comprendre et apprécier le monde,

- protéger la nature, sa beauté et sa diversité,

- participer à un projet d'humanité fraternelle, confiante en elle-même et en l'avenir,

- c'est redonner son véritable sens à la vie.

L'objectif était de promouvoir une approche différente de sa relation aux autres et à son environnement, non dans un esprit porté par la compétition et la recherche de l'exploit, mais à un rythme qui permette le respect, l'ouverture et la rencontre de soi-même et de ce qui nous entoure. Le principe était de se poser (pauser) sur des hamacs et des chaises longues le long du parcours de la course pour boire le thé, partager de la musique, des jeux, des livres, de créer ainsi un espace de réflexion et de prise de conscience, en expliquant notre démarche et notre vision au travers de discussions ouvertes et de distribution d'informations. Nous ne voulions pas nous définir en opposition mais en proposition : un autre monde est possible.

Brigitte Pinède

Madagascar : quand le déficit de communications plombe tout développement

Parti six semaines en moto à travers Madagascar, j'ai pu, malgré l'état des pistes traverser le pays en moto et rencontrer de nombreuses personnes qui m'ont fait part de leurs problèmes.



Un réseau de communication extrêmement réduit

Pays essentiellement montagneux ou vallonné, Madagascar souffre d'un manque de communications. Alors que les routes goudronnées sont rares, de très nombreux endroits ne sont même pas desservis par une piste. À cela s'ajoutent les fortes précipitations qui rendent de nombreuses pistes difficilement praticables une bonne partie de l'année. Aussi, seulement 2,4% de la population rurale vit à moins de deux kilomètres d'une voie praticable toute l'année¹. Le pire est qu'au fil des décennies, par manque d'entretien, le réseau se dégrade : les routes deviennent des pistes et les pistes se transforment en chemin. Ainsi, de 1960 à 2010, le réseau carrossable s'est réduit de 24%¹.

Dans les zones rurales, par défaut d'électricité, de relais, de câbles ou de ressources financières, la radio, la télévision, le téléphone et internet sont quasiment absents. Sur l'ensemble de la population malgache, seuls 1% des gens utilisent internet², on ne compte que 11 téléphones pour 100 personnes et seulement 15% des foyers sont reliés au réseau

électrique¹. Là aussi, la situation ne s'arrange pas avec le temps puisqu'en 2003 ils étaient 20% à recevoir du courant¹. Par ailleurs, on ne trouve aucun journal en vente en dehors des grandes villes, et les bureaux de Postes ne se trouvent que dans les bourgs conséquents

Quelle démocratie ?

Comme en 2002, c'est « la rue » et non pas les urnes qui, en hiver 2009, a provoqué un changement politique à la tête de l'État. Durant une semaine sanglante qui a fait, m'a-t-on dit, une trentaine de morts, les manifestants opposés au Président Ravalomanana ont dû affronter à Antananarivo l'armée, qui en a profité pour prendre le pouvoir. En effet, si celle-ci a nommé Andry Rajoelina, maire d'Antananarivo, à la tête de la HAT (Haute Autorité Transitoire), elle a nommé un des siens comme Premier Ministre : Camille Vitale.

Pour remédier à la crise, ont été signés en août 2009, à Maputo, sous l'égide de la SADC*, entre les principaux partis politiques malgaches, des accords qui prévoyaient un calendrier pour rétablir un régime « démocratique ». Depuis sa prise de fonction, Andry Rajoelina a

beaucoup déçu les citoyens qui ont le sentiment que, comme ses prédécesseurs, son premier souci est « *de s'en mettre plein les poches* ». De son côté, l'armée a beaucoup accru les soldes de ses membres. Ainsi s'explique le fait que nombre de jeunes que j'ai rencontrés veulent s'engager. La gendarmerie, qui dépend de l'armée, est de plus en plus occupée à « rançonner » les automobilistes aux barrages routiers et de moins en moins soucieuse d'assurer la sécurité. J'ai été moi-même l'objet de telles pratiques. Aussi, la délinquance, notamment les vols de troupeaux de zébus, s'est beaucoup accrue en un an et demi. Par exemple, une personne qui a été victime d'un tel acte m'a expliqué que lorsqu'elle est allée voir les gendarmes, ceux-ci lui ont dit qu'ils ne pouvaient rien faire car ils avaient peur des « dahalo[□] ». D'autres gendarmes, comme celui qui a abattu un résident français pour le voler, deviennent de véritables délinquants. De même, la corruption, m'a-t-on dit, s'est beaucoup accrue.

Par ailleurs, l'armée cher-

*Communauté de Développement de l'Afrique Australe

□ Voleur

che à couper les langues trop longues. Ainsi, la chaîne Radio-Fahazavana a été fermée en mai dernier et ses journalistes ont été arrêtés. On m'a fait part de l'arrestation de syndicalistes lorsque le personnel de santé s'est mis en grève. La crainte additionnée à la déception font que même les citoyens aujourd'hui ne bougent quasiment plus. Quant aux ruraux, qui représentent la grande majorité des Malgaches (73% des emplois sont dans l'agriculture¹) ils sont hors-jeu. La très grande majorité d'entre eux ignorent tout des événements politiques. De même, les difficultés de communications empêchent le développement de réseaux nationaux de syndicats et d'associations solides. Comment, dans ces conditions, instaurer une démocratie ? En outre, quand il y a des élections, la campagne des candidats ne consiste pas à expliquer son programme mais à distribuer des cadeaux.

La pression des différentes Églises (catholique, anglicane, luthériennes), qui, à Madagascar, ont, m'a-t-on dit, une grande influence auprès de la population ainsi que les pressions internationales (SADC, Union Africaine, Union Européenne, États-Unis) qui se concrétisent par des sanctions économiques efficaces, ont incité la HAT et l'armée à signer en août 2010 un large accord. Celui-ci prévoit un nouveau calendrier électoral (référendum constitutionnel, élections législatives et présidentielle) et la non-can-

didature de Rajoelina à l'élection présidentielle. Cet accord sera-t-il respecté ?

Déjà pauvre, Madagascar s'appauvrit

L'économie malgache est marquée par l'importance du secteur informel. Les petits marchands de rue occupent tous les trottoirs des artères des villes. 85% des artisans travaillent dans l'informel³. Le secteur formel comporte beaucoup d'entreprises, notamment de textile, installées dans les zones franches. Mais toute cette économie n'apporte aucune ressource fiscale. Ce qui explique l'état des voies de communication et des services publics. Durant mon séjour, la faculté des lettres et des sciences humaines n'avait plus un sou pour le fonctionnement de son second semestre, sa fermeture était envisagée ! Telle enseignante m'a exprimé sa crainte chaque mois de ne pas être payée.

Aux causes structurelles des problèmes économiques, il faut ajouter les causes conjoncturelles, c'est-à-dire les sanctions économiques internationales qui consistent en des réductions d'aides et d'exportations malgaches. Ainsi, depuis le début de la crise politique, 25 000 emplois ont été supprimés dans les zones franches³ et en deux ans les importations se sont réduites de 50%¹.

Alors que le secteur agricole est prépondérant, que le riz, aliment de

base, est sans doute la culture la plus répandue, Madagascar doit importer cette denrée. Il faut savoir que seulement 11% des terres cultivables sont cultivées¹. Madagascar est en effet faiblement peuplé : grande comme la France, cette île n'a que 19 millions d'habitants². Le manque de sécurité dissuade les paysans de cultiver des terres trop éloignées de leur domicile. Les moyens de transport défectueux incitent les paysans à vivre en autarcie. Ainsi, dans les campagnes, j'ai pu voir nombre de personnes pieds nus. En outre, 77% des ménages ruraux vivent sous le seuil de pauvreté¹.

Un certain nombre de personnes que j'ai rencontrées m'ont dit voir la population s'appauvrir. Depuis 1960, la production alimentaire a été inférieure à celle de la population¹. Dans certaines régions, notamment dans le sud-ouest, qui n'a pas connu de saison de pluies depuis trois ans, la population est actuellement sous-alimentée. On m'a rapporté qu'elle était amenée à faire cuire des cactus pour manger.

La pauvreté n'est pas l'apanage des campagnes. Dans certaines villes, comme Mahajanga, le principal moyen de locomotion est le pousse-pousse. Sur l'ensemble du territoire, seuls 50% des ménages ont accès à l'eau potable¹. Là encore, la situation se dégrade puisqu'ils étaient 65% en 2005¹.



Quand l'homme renforce l'hostilité de la nature

Si Madagascar n'est pas gâtée par la nature, le mode de vie des Malgaches n'arrange rien. Régulièrement, les cyclones dévastent en effet le pays. Madagascar est le second pays d'Afrique le plus exposé aux risques climatiques¹. Le fait que les principaux combustibles soient le bois et son dérivé, le charbon de bois a largement contribué à la déforestation. En effet, 90% des ménages utilisent ces deux sources d'énergie pour cuisiner ou chauffer de l'eau³. De plus, la pratique de culture sur brûlis, qui n'est nullement écologique en ce qui concerne l'enrichissement de la terre, provoque des incendies de forêt, qui, chaque année, réduit 6% de celle-ci en fumée¹ ! J'ai pu voir différents champs ainsi noircis et des traînées de fumées monter au ciel.

Les grandes difficultés scolaires

L'école à Madagascar est loin d'être universelle. La cause principale en est le coût financier que doivent supporter les familles. En effet, l'école publique n'est absolument pas gratuite. Non seulement les parents doivent payer le matériel scolaire, mais aussi un droit d'entrée et souvent une cotisation pour payer l'achat des bureaux ou l'instituteur supplémentaire. Ainsi, une institutrice de ville m'a confié qu'un certain nombre d'enfants du secteur de son école n'étaient pas scolarisés

parce que leurs parents ne pouvaient payer. La seconde raison de la non-scolarisation d'enfants est le chemin à parcourir pour se rendre à l'école. Par exemple, dans un village d'une soixantaine d'habitants où il y a pourtant une route goudronnée, les enfants doivent parcourir 7 km matin et soir pour pouvoir suivre l'école ! Mais dans beaucoup d'autres endroits il n'y a aucun chemin praticable pour se rendre à celle-ci. Aussi, le taux de scolarisation primaire n'est que de 76%² alors qu'il est de 95% à l'Île Maurice², de 99% aux Seychelles² et de 73% aux Comores². Si seulement 23% de la main-d'œuvre agricole n'a jamais fréquenté l'école¹, des membres d'ONG travaillant en milieu rural m'ont affirmé que la moitié de la population rurale ne savait pas lire.

Les écoles confessionnelles, qui grâce aux contrats signés avec l'État ne sont pas trop onéreuses, sont nombreuses. J'ai ainsi rencontré aussi bien des établissements catholiques qui allaient de la maternelle au baccalauréat qu'un lycée FJKM* ou qu'une université adventiste.

Un système de santé seulement orienté vers les nouveaux-nés

Si les bourgs sont équipés de centres de santé ou de petits hôpitaux dont les soins sont théoriquement gratuits, ceux-ci ont souvent comme seuls personnels qualifiés des infirmiers. Aussi, les personnes qui ont les moyens vont plutôt se faire soi-

gner chez des médecins privés payants. Si les médicaments sont bon marché, ils font souvent défaut. Par ailleurs, en matière de santé aussi, les patients sont à la merci des moyens de transport... Ainsi, des stagiaires de l'hôpital de Mananara m'ont fait part du faible nombre de patients dans leur établissement. D'une certaine manière, la situation ne s'arrange pas : si l'on considère le pourcentage de femmes qui accouchent avec l'aide d'un personnel qualifié, on voit qu'entre 2003 et 2008 il a baissé de 7 points. Faute de mieux, certains patients ont recours aux guérisseurs, qui, selon un membre d'une ONG travaillant à la lutte contre le paludisme, ne connaissent pas cette maladie.

Toutes ces conditions de soins expliquent les nombreuses morts prématurées (16-35 ans) dont on m'a souvent fait part. D'ailleurs, dans la rue, les vieux se font rares.

En revanche, Madagascar a mis en place une politique de vaccination des enfants très volontaire : des agents de santé parcourent les campagnes pour effectuer cette tâche. Aussi, le taux de couverture est élevé : par exemple, il est de 94% contre la tuberculose² et de 81% contre la poliomyélite². Cependant le taux de mortalité infantile reste élevé pour la région : 68%², contre 15% à Maurice², 11% aux Seychelles², 75% aux Comores².

* Église malgache luthérienne



Des femmes destinées aux enfants

Si l'on voit beaucoup de jeunes filles ayant un bébé dans les bras c'est parce que, m'a-t-on dit, les femmes aiment les enfants. Ainsi, les tentatives des services de planning familial pour convaincre les femmes de réduire le nombre de leurs progénitures sont souvent vaines. Alors que ces services fournissent gratuitement les moyens contraceptifs (pilules et piqûres), seuls 27% des femmes utilisent la contraception². Aussi, le taux de fécondité reste très élevé : 4,7². Ce qui ne peut qu'appauvrir les familles et rendre plus difficile la scolarisation des enfants.



Dans la plupart des régions, les filles, se considérant comme vouées d'abord à s'occuper de leurs enfants, sont moins motivées que les garçons pour l'école. En effet, une fois adulte on leur demandera ici

uniquement de savoir écrire leur nom, leur prénom et signer. Aussi, nombreuses sont les jeunes filles qui tombent enceintes dès la classe de sixième, c'est-à-dire à 13 ans. Ainsi, le pourcentage d'alphabétisation des femmes est de 5 points inférieur à celui des hommes². Si malgré tout on m'a fait part d'une importante présence féminine à l'université cela ne se répercute pas (encore ?) au niveau de l'emploi puisque seulement 8% des postes de décision sont occupés par des femmes³.



Le pouvoir des ancêtres

Si la grande majorité des Malgaches sont chrétiens, ils croient aussi au culte des ancêtres. Tous les jours, ils font des prières en faveur de ces derniers. Avoir des pratiques différentes des leurs est considéré comme une offense à leur égard. Ce qui, selon eux, serait maléfique. Cette croyance les incite à suivre

fidèlement les traditions et donc à rejeter toute démarche scientifique. Plusieurs techniciens agricoles que j'ai rencontrés m'ont fait part de leurs difficultés pour tenter de convaincre les paysans de changer leurs techniques en vue d'améliorer les rendements. Le salarié de l'ONG cherchant à promouvoir l'usage de la moustiquaire pour lutter contre le paludisme se heurte aux réticences des gens qui veulent rester fidèles aux pratiques de leurs ancêtres.

Août 2010

Jean-François Le Dizès

Auteur de « globe-trotter, carnets de voyage d'un bourlingueur militant », 2007, Éditions L'Harmattan

Sources chiffrées

¹ Quotidien « Matin »

² UNICEF

³ Midi Madagasikara

Articles parus dans un numéro précédent sur un sujet voisin :

Côte d'Ivoire du Nord : une rébellion manquant d'auto-organisation - N°114 – Juin 2007

Guinée : un mouvement social sans précédent - N°113 – Avril 2007

Maurice : une île semi-développée - N°83 – Avril 2002

Les Comores : d'un Etat à l'agonie vers une démocratie participative - N°67 – Juin 1999

Gauche Alternative mensuel des Alternatifs-Isère

ISSN 0998-84 67

n° de CPPAP : 0512 P 10 865

42 rue Saint-Laurent

38 000 Grenoble.

Tel. 04 76 24 13 31

Directeur de publication :

Jean-François Le Dizès

Tirage : 350 exemplaires

Impression : Euro-Prim 47

avenue Alsace Lorraine

38 000 Grenoble

Courriel : 38@alternatifs.org.

Site : www.alternatifs.org/38/

Bulletin d'abonnement

Nom :

Prénom :

Adresse :

Courriel :

Abonnement pour 10 numéros : 10 euros

Pour les économiquement faibles (chômeurs, prestataires de revenus minimum, étudiants, lycéens) : 3 euros (fournir une attestation)

Abonnement de soutien à partir de 20 euros

Chèques à l'ordre de : les Alternatifs-Isère

Bulletin d'adhésion

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tel.

Courriel:

Calendrier

Quand		Quoi	Où
Samedi 9 octobre 18h-24 h		Soirée concert-débat sur le soutien aux Roms , organisées par le « Collectif Solidarité Roms »	Salle de la Chaufferie Grenoble
Mardi 12 octobre	10h	Manifestations pour le retrait de la réforme des retraites , organisée par l'intersyndicale CGT-CFDT-CGC-FO-FSU-Solidaire-CFTC-UNSA	Grenoble, cours Jean Jaurès
	10h		Bourgoin Parking Diederichs
	14h30		Vienne Champs de Mars
	10h		Roussillon Place de la République
Mercredi 13 octobre 20h		Formation-débat sur « le revenu inconditionnel d'existence » avec Baptiste Mylondo, organisée par les Alternatifs et le FASE	Centre social Chorrier-Berriat Grenoble
Vendredi 15 octobre 20h		Conférence-débat sur « Les femmes africaines, principales victimes de la dette » avec Christine Vanden Daelen, orga-nisée par le collectif « marche mondiale des femmes 2010 »	Maison des Associations Grenoble
Samedi 16 octobre à partir de 11h30		Fête de Lutte Ouvrière	Prisme Seyssins
Mardi 19 octobre 20h30		Conférence-débat sur « Villeneuve : rêve brisé ?... », avec Jo Briant et Alain Manac'h, organisée par « les amis du Monde diplomatique »	Tonneau de Diogène, Grenoble
Mercredi 20 octobre 18h30		Film sur « Sur les traces des Kallawayas » organisé par le CIIP	Musée Dauphinois Grenoble
Mercredi 20 octobre 20h		Conférence-débat sur « les cinq cubains de Miami » avec Maurice Lemoine, organisé par le Collectif pour Cuba	Centre social Chor- rier-Berriat Grenoble
Jeudi 21 octobre 18h30		Conférence-débat sur « 50 ans après les indépendances : que doit encore la France à l'Afrique ? », avec Samuël Foutoyet, organisé par Survie	Musée Dauphinois Grenoble
Vendredi 5 novembre 20h		Film-débat sur la situation des Amazighs en Afrique du Nord avec Samia Slimane (Haut Commissariat aux Droits de l'Homme Genève) et Belkacem Lounes (Congrès Mondial Amazigh), organisé par le CIIP	Maison du Tourisme Grenoble
Mardi 9 novembre 18-23h		5 heures avec les populations autochtones opprimées par l'État chinois : « les Ouïghours et les Tibétains ». organisés par le CIIP	Maison des Associations Grenoble
Lundi 15 novembre 20h		Film-débat « la légende la terre dorée », sur les ouvriers agricoles brésiliens , organisé par FAL, le CCFD, Artisans du monde	Salle Juliet Berto Grenoble
Mardi 16 novembre 19h		Rencontre-débat sur « L'identité et les droits des Peuples au- tochtones » avec Francis Perrin et Jo Briant, organisé par le CIIP	EVE St-Martin d'Hères
Mercredi 17 novembre 18h		Film-débat « Niger : la bataille de l'uranium », organisé par le CIIP et Survie	EVE St-Martin d'Hères
Samedi 20 novembre 14h-23h		« 10 heures pour la Palestine », organisées par le Collectif isérois pour la Palestine	Centre Œcuménique Grenoble
Dimanche 21 novembre 14h-23h		Fims-débats sur le Honduras, la Colombie, le Chili, les Mapuches et Cuba , organisés par le Collectif Cuba	Salle Amal, 1 rue Hauquelin
Mardi 23 novembre 20h		Film-débat « les nouveaux conquistadores : multinationales européennes en Amérique latine » organisé par FAL et le CIIP	Maison des Associations Grenoble
Vendredi 26 novembre 20h		Film-débat « Maroc : droit des femmes au travail », organisé par Maroc Solidarité citoyenne et la LIFPL	Centre social Chorrier Berriat

Ont participé à ce numéro : SA, Milan Bazatole, Thibault Benetti, Alexis Bouvier, Jo Briant, Christine Chalaye, Étienne Ciapin, Fabien Givernaud, Gilles Kuntz, Bruno Lartiguemasse, Jean-François Le Dizès, Bernard Macret, Brigitte Pinède et Madeleine Raby.